



**L'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID) a, dans une note de presse acheminée à HPN, indiqué avoir pris acte de la détérioration de la crise électorale. L'OCID poursuit pour déplorer « cette politique de l'autruche du CEP qui aura fragilisé beaucoup plus le processus électoral en mal de crédibilité et entraîné des réactions qui laissent les observateurs et l'opinion publique fort perplexes ».**

« Des nouveaux développements dans le processus électoral et dans l'environnement électoral qui tendent à discréditer une nouvelle fois l'appareil électoral et miner encore plus la crédibilité minimale qu'il restait à ce processus pour garantir la faisabilité du second tour de l'élection présidentielle et la légitimité de tous les élus qui sortiront des différents scrutins organisés en cette année 2015. », lit-on dans la note de l'Observatoire.

En effet, l'Observatoire note avec une grande préoccupation que, faisant fi totalement des implications de la décision du BCEN sur les contestations produites par deux candidats à la présidence et des nombreuses protestations populaires, le CEP publie les résultats définitifs et annonce tout bonnement l'ouverture de la campagne électorale. L'OCID déplore cette politique de l'autruche du CEP qui aura fragilisé beaucoup plus le processus électoral en mal de crédibilité et entraîné des réactions qui laissent les observateurs et l'opinion publique fort perplexes.

Parmi, ces prises de positions préoccupantes, l'OCID cite :

- la notification officielle, par le candidat donné en deuxième position, de son refus de poursuivre la course, et ce, de concert avec les sept autres candidats qui réclamaient avec lui une vérification indépendante et exhaustive des procès-verbaux au Centre de Tabulation ;
  
- l'aveu troublant d'un Conseiller électoral désapprouvant que le CEP ait omis d'approfondir la vérification partielle réalisée par le BCEN et reconnaissant que les résultats publiés ne reflètent pas la réalité des urnes ;
  
- l'émergence de nouvelles exigences du Groupe des huit (8) candidats à la présidence pour la poursuite du processus électoral (des changements au sein du CEP et du commandement des directions régionales et spécialisées de la Police Nationale notamment) ;
  
- l'évocation, pour la première fois par le Groupe des huit (8) candidats à la présidence, de la mise en place d'un pouvoir de transition comme option face au refus du CEP et du gouvernement de prendre en compte ces nouvelles conditions imposées pour la suite du processus électoral.

Lire la note de l' [OCID](#) au complet :

<http://www.hpnhaiti.com/site/pdf/ocidcep.pdf>